

5. Faciliter et accompagner le renforcement des inspections des juridictions et les mécanismes de sanction ;
6. Renforcer les capacités du Ministère de la justice pour le pilotage et la gestion du processus de digitalisation, ainsi que pour la gestion financière et humaine du secteur (en lien avec OS1- produit 1.1)
7. Appuyer la transparence de la justice par la publication des décisions judiciaires et du cadre légal.

Activités liées au produit 2.1 :

1. Réaliser des études socio-culturelles et des consultations citoyennes inclusives et sensible au genre sur la participation à la vie publique, les normes sociales liées à la vie publique et sur la perception de la redevabilité, pour identifier les portes d'entrée de l'action dans les régions de concentration ;
2. Mettre en œuvre la Feuille de route d'engagement de l'UE envers la société civile 2021-2025 en termes de promotion d'un environnement propice, de renforcement de la société civile dans son rôle d'acteur de gouvernance et de renforcement de la pertinence, efficacité et légitimité des différents programmes de coopération de l'UE ;
3. Contribuer au renforcement de capacités du tissu associatif dans son ensemble (OSC, élus, acteurs économiques, religieux et traditionnels, citoyen.ne.s, médias...) et améliorer l'action, la participation et la prise en compte de la voix de la société civile, notamment via le fonds commun « Fanainga » ;
4. Mettre en œuvre des actions de participation citoyenne, notamment sur la gestion des finances publiques et la lutte contre la corruption dans les secteurs d'importance pour la coopération UE, tout en minimisant les risques de discrimination, de renforcement des inégalités et d'impact négatif sur les droits humains ;
5. Capitaliser et consolider les bonnes pratiques dans les projets sectoriels financés par l'UE et les autres PTF impliquant l'engagement d'une action citoyenne (éducation, santé, environnement, etc..), mettre en réseau les organisations malgaches au niveau régional.

Activités liées au produit 2.2 :

1. Développer le dialogue entre citoyen.ne.s et gouvernants à travers des cadres de concertation élargis (OSC, acteurs politiques, chercheurs, secteur privé, médias)
2. Mener à bien des campagnes d'éducation citoyenne inclusives et sensibles au genre sur la compréhension du rôle de chacun et les liens entre droits humains et pauvreté;
3. Former les acteurs politiques et institutions à l'éthique publique ;
4. Favoriser des processus électoraux démocratiques (institutions, partis politiques, plateformes de la Société civile...)
5. Appuyer la professionnalisation du secteur de l'information dans la couverture de l'actualités selon les standards internationaux et les bonnes pratiques, pour une meilleure inclusion de toutes les catégories de la population et l'éradication des discours de haine et de violence.

La contribution de l'UE à l'Initiative Equipe Europe (TEI) #investirdanslajeunesse prévue dans ce plan d'action annuel sera complétée par d'autres contributions des partenaires européens. La contribution indicative de l'UE est soumise à la confirmation formelle des contributions significatives de chaque partenaire dès que possible. Si la TEI ou ces contributions devaient ne pas se matérialiser, l'action de l'UE pourrait continuer en dehors du cadre de la TEI.

3.3 Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique

Résultats de l'examen de l'évaluation environnementale stratégique (EES) (pertinent pour l'appui budgétaire et les interventions au niveau stratégique) : Le criblage EES a conclu qu'aucune autre action n'était requise.

Résultats de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) (pertinents pour les projets et/ou les interventions spécifiques dans le cadre d'un projet) : L'évaluation préliminaire de l'EIE a classé l'action en tant que catégorie C (aucune évaluation supplémentaire n'est nécessaire).

Résultats de l'examen analytique de l'évaluation des risques climatiques (pertinent pour les projets et/ou les interventions spécifiques au sein d'un projet) : L'examen analytique des agences de notation a conclu que cette action était à risque faible ou nul (aucune évaluation complémentaire n'est nécessaire).